



Rapport annuel

2019
2020

ceci.ca

Photo
Andrej Ivanov / CECI

◀ NOTRE MISSION ▶

Combattre la
pauvreté, l'exclusion
et les inégalités.

◀ NOTRE VISION ▶

Un monde sans
pauvreté, égalitaire,
inclusif et qui
célèbre la diversité.

◀ NOS VALEURS ▶

Coopération
Respect
Équité
Engagement
Intégrité



Lutter contre l'exclusion



Danielle Lamy
Présidente



Claudia Black
Directrice générale

Il y a six ans, le CECI lançait son plan stratégique 2014-2020, dans le sillage de l'effervescence stimulée par l'adoption de l'agenda 2030 qui amorçait un changement de paradigme en introduisant la notion d'universalité des Objectifs de développement durable. S'en sont suivis l'accord historique de Paris sur le climat, et peu après, le déploiement de la politique d'aide internationale féministe du Canada. Plusieurs mouvements citoyens mondiaux se sont également élevés, portés par les médias sociaux, pour faire face à des enjeux critiques tels que la violence basée sur le genre (#MeToo), la justice climatique (#FridaysForFuture) et le racisme systémique (#BlackLivesMatter). En contresens, on a observé dans certains pays influents une poussée vers le repli sur soi, portée par des mouvements populistes et nationalistes, remettant en cause les acquis d'ouverture et de responsabilité internationale dans la cause du développement et de la justice sociale.

Dans les régions où nous travaillons, les pays ont continué à faire face à des crises multidimensionnelles aux effets croisés, dont l'insécurité rampante, les conflits socio-politiques chroniques, la crise climatique, la pauvreté et l'injustice sociale, l'effritement des espaces civils et de liberté. Ces pays ont opéré en même temps des mutations significatives de leur paysage socio-économique et institutionnel, avec une société civile vibrante, confiante et militante, des gouvernements qui s'affirment, un secteur privé et des entrepreneurs sociaux résilients et innovants.

C'est dans ce paysage international en profonde mutation et fort de paradoxes que le CECI a mobilisé les acteurs de changement, les ressources et les expertises pour affronter les défis de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion sociale.

Le rapport annuel 2019-2020 du CECI fait ressortir, par des exemples concrets, nos approches pour innover, pour bâtir des économies inclusives, pour renforcer le pouvoir économique des femmes et pour développer la résilience face aux changements climatiques, en vue d'avancer des solutions durables pour réduire la pauvreté et renforcer l'égalité et l'inclusion. Pour cela, nous travaillons avec les personnes les plus vulnérables et marginalisées: nous les accompagnons, les outillons et les mobilisons pour combattre

toute forme d'exclusion et de discrimination (qu'elle soit basée sur le sexe, l'âge, l'appartenance ethnoculturelle, la classe sociale ou la caste, l'identité ou l'orientation sexuelle, l'handicap physique ou intellectuel) en vue d'un développement durable inclusif, basé sur les droits.

Cette année a été une année de transition pour le CECI. Avec la fin du programme *Uniterra*, nous avons complété avec succès un important programme de coopération volontaire dans 14 pays qui a amélioré les conditions de vie de millions de personnes marginalisées tout en mobilisant des milliers de Canadiennes et de Canadiens. Nous avons également préparé le démarrage d'un tout nouveau programme de coopération volontaire sur sept ans et travaillé, en concertation avec toutes nos équipes-pays, à l'élaboration d'un nouveau cadre stratégique ambitieux pour guider nos actions d'ici 2025. Et puis, au début de l'année 2020, une nouvelle réalité s'est installée avec la pandémie mondiale de COVID-19. Cette crise, dont les répercussions sanitaires, économiques et sociales ne connaissent pas de frontières, nous rappelle l'importance de la solidarité internationale pour faire face, ensemble, aux défis mondiaux. Alors que les répercussions de cette crise menacent les progrès réalisés au cours des dernières décennies en faveur des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, particulièrement les femmes et les filles, nous sommes convaincu-e-s, plus que jamais, de l'importance de poursuivre notre mission. Nous saluons la résilience de l'ensemble de notre réseau international, qui permet à nos actions de s'adapter et de s'ajuster à ce contexte difficile et complexe.

Sans la force combinée de nos équipes engagées, nos partenaires, nos volontaires, notre conseil d'administration, nos comités aviseurs pays, nos membres, nos ambassadrices, nos partenaires financiers et nos donatrices et donateurs, l'action du CECI dans le monde ne serait pas possible.

C'est un privilège de travailler ensemble pour créer un monde meilleur et plus inclusif.

Merci!



Résultats 2014-2020

En 2014, le CECI a entrepris la création ambitieuse d'un CECI international mobilisant les actrices et les acteurs de changement, tant au Sud qu'au Nord, afin de promouvoir un développement socioéconomique durable, de réduire la pauvreté, d'établir des rapports égaux entre les femmes et les hommes et d'accroître la sécurité des populations les plus vulnérables. Au cours des six dernières années, nous avons mobilisé les ressources et les expertises pour mettre en œuvre nos projets de développement et d'aide humanitaire, ainsi que notre programme de coopération volontaire, dans 23 pays.

Dans nos programmes comme dans notre organisation, nous avons pris des mesures concrètes de mise en œuvre et de suivi visant à soutenir les droits des femmes et des filles, à reconnaître leur rôle comme agentes de changement social et à renforcer leur pouvoir d'agir, en considérant la diversité des enjeux auxquels elles font face. Nous avons collaboré avec des centaines d'organisations et de réseaux de la société civile locale, notamment de femmes et de filles, d'organisations de productrices et de producteurs, d'institutions académiques, de partenaires du secteur public et du secteur privé, pour atteindre des résultats de développement inclusifs, dans chacun de nos champs d'expertise :



Photo
Meagan Hancock / CECI



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

600 000

femmes ont vu leurs revenus augmenter significativement, ont créé ou consolidé des entreprises résilientes financièrement et ont pu accéder à des emplois rémunérateurs et dignes. Nos actions ont permis de renforcer le pouvoir économique des femmes, en favorisant des marchés plus inclusifs, un environnement plus réactif à leurs besoins et intérêts, et en renforçant leurs capacités de gestion et leur confiance en elles. Conscientes de leur pouvoir de négociation, elles sont dorénavant mieux placées pour faire valoir leurs droits.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

200 000

femmes ont vu leur accès à la terre fertile et leur contrôle sur celle-ci s'améliorer de manière substantielle, de même que leur accès aux intrants, à la connaissance, aux innovations et au capital financier. Elles ont désormais plus de pouvoir sur l'utilisation des produits de récoltes et de ventes agricoles, notamment dans les filières qui étaient traditionnellement dominées par les hommes. Dans des pays où l'agriculture est le pilier économique dominant, cette reconfiguration du pouvoir entre les femmes et les hommes est garante d'une sécurité alimentaire renforcée et offre des bases plus solides pour une agriculture durable et résiliente face aux effets des changements climatiques.



SÉCURITÉ HUMAINE ET RÉPONSE AUX URGENCES

Plus de 1 million

de femmes et de jeunes filles en situation de crises aiguës et complexes ont pu remonter la pente, reconstruire leurs moyens de subsistance et renforcer leurs capacités de résilience face aux chocs à venir. Des réseaux de milliers de femmes et d'hommes engagé-e-s se sont organisés pour lutter contre les violences basées sur le genre, pour faire changer les lois et pour assurer le respect, la protection et la réalisation de leurs droits.



ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Plus de 4,5 millions

de personnes ont participé aux activités mises en œuvre par le CECI, dont plus de 52 % de femmes et jeunes femmes, pour bâtir un monde d'égalité, de droits et de diversité.

Plus de 19 millions

de personnes ont été rejointes indirectement, à travers les familles, milieux professionnels et communautés des participantes et participants.

CETTE PERFORMANCE AU NIVEAU PROGRAMMATIQUE S'EST AUSSI ACCOMPAGNÉE D'UNE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE QUI A PERMIS AU CECI DE :

→ FAVORISER L'AUTONOMISATION DE SES ÉQUIPES-PAYS VERS DES ENTITÉS NATIONALES RESPONSABLES DE LEUR PROGRAMMATION

Le CECI s'est doté des capacités et des méthodes de travail en phase avec les exigences de l'approche de localisation, en vue de devenir un réseau international de pairs interdépendants, ancré dans la société civile locale. Concrètement, huit bureaux-pays nationaux (Bolivie, Burkina Faso, Guatemala, Guinée, Haïti, Mali, Népal et Sénégal), actifs depuis plus de 20 ans, sont aujourd'hui responsables de la conception et de la mise en œuvre de leur stratégie nationale de programmation et ont constitué leurs propres comités-aviseurs, qui jouent un rôle-conseil auprès de l'équipe-pays et du CECI international.

→ ACCROÎTRE LA DIVERSIFICATION DE SES SOURCES DE FINANCEMENT

En vue d'atteindre une plus grande résilience et autonomie financière, le CECI est arrivé à un ratio de diversification de ses revenus de programmation qui varie entre 44 % et 57 %, en collaborant avec plus d'une dizaine de nouveaux partenaires financiers internationaux et en augmentant sa collecte de fonds individuelle et événementielle.

→ TRANSFORMER SA STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET DE MEMBERSHIP

Afin d'assurer une gouvernance inclusive, le CECI a également élargi son membership votant en 2015 au-delà d'un groupe d'individus très engagés. Nos membres comprennent désormais des organisations de la société civile québécoise et canadienne, ainsi que des membres internationaux, représentants des comités-aviseurs des pays de programmation du CECI.

→ AUGMENTER SON RAYONNEMENT

Le CECI a intensifié sa présence médiatique, par le biais de campagnes diffusées à la télévision et en interagissant avec son réseau sur les médias sociaux. Il a ainsi pu informer, sensibiliser et mobiliser des millions de Canadiennes et de Canadiens autour des enjeux du développement et de l'importance de la solidarité internationale.



2020-2025

INNOVER MOBILISER TRANSFORMER

Aujourd'hui, fort de ses résultats de développement et de sa nouvelle structure organisationnelle, le CECI entre de plain-pied dans une nouvelle phase stratégique 2020-2025 qui vise à :

CONSOLIDER NOS APPROCHES ET NOS EXPERTISES :

- Pouvoir économique et droits des femmes
- Femmes, résilience et action climatique
- Adaptation des communautés en contextes fragiles

EN MISANT SUR :

- Les apprentissages et l'innovation
- Le plaidoyer pour influencer le changement
- La mobilisation et le rayonnement
- De nouveaux modèles de financement pour le développement
- Un réseau international interdépendant et inclusif



Un CECI international en réseau qui mobilise les actrices et acteurs clés de changement dans le monde et avance des solutions durables pour réduire la pauvreté et renforcer l'égalité et l'inclusion.

Photo
Andrej Ivanov / CECI





1920

465 789

personnes ont participé aux activités du CECI, dont 65 % de femmes et jeunes femmes

Plus de 3 millions

de personnes rejointes à travers les familles, milieux professionnels et communautés des participantes et participants

Les actions du CECI dans le monde

Afrique

BÉNIN

7 VOLONTAIRES

→ page 12

- Appui à l'entrepreneuriat féminin au sein de la filière riz (PAEFFR)

BURKINA FASO

26 VOLONTAIRES

→ page 15

- Amélioration de la résilience aux changements climatiques des femmes dans les parcs à karité (PCCI)
- Appui à la gouvernance et à la croissance économique durable (AGCEDE)
- Appui aux réformes institutionnelles et techniques pour l'équité (PARITÉ)
- Modernisation de l'aviculture traditionnelle (PMAT)
- Programme Uniterra

COOPÉRATION VOLONTAIRE

BURUNDI

→ page 19

- Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs (ÉDUFAM)

GHANA

48 VOLONTAIRES

→ page 19

- Appui à la gouvernance et à la croissance économique durable (AGCEDE)
- Programme Uniterra

COOPÉRATION VOLONTAIRE

GUINÉE

7 VOLONTAIRES

→ page 13

- Appui à la gouvernance et à la croissance économique durable (AGCEDE)
- Appui aux activités génératrices de revenus dans les communautés en zone extractive (PA-AGR)
- Restauration et amélioration des moyens de subsistance (PRAMS)

MALAWI

53 VOLONTAIRES

→ page 9

- Programme Uniterra

COOPÉRATION VOLONTAIRE

→ page 11

MALI

- Développement des compétences et emplois des jeunes (PROCEJ)
- Évacuation des mères dans cinq districts de la région de Kayes (MÉDIK)
- Feere Diyara - Appui à la sécurité alimentaire
- Fonds Armande Bégin
- Justice, prévention et réconciliation (JUPREC)
- Soutien à la sécurité alimentaire et à l'accès à l'eau pour les femmes et les hommes vulnérables affecté-e-s par le conflit dans la région de Tombouctou et Mopti

AIDE HUMANITAIRE

NIGER

- Services d'accompagnement agricole (SAA)

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

→ page 19

- Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs (ÉDUFAM)

RWANDA

→ page 19

- Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs (ÉDUFAM)

SÉNÉGAL

69 VOLONTAIRES

- Femmes et agriculture résiliente (FAR)
- Jardin intégré de résilience (JIR)
- Québec sans frontières : « Femmes et entrepreneuriat : les métiers non-traditionnels au service d'un développement économique durable »
- Québec sans frontières : « Jeunes entrepreneurs : la force du développement régional »

COOPÉRATION VOLONTAIRE

COOPÉRATION VOLONTAIRE

COOPÉRATION VOLONTAIRE

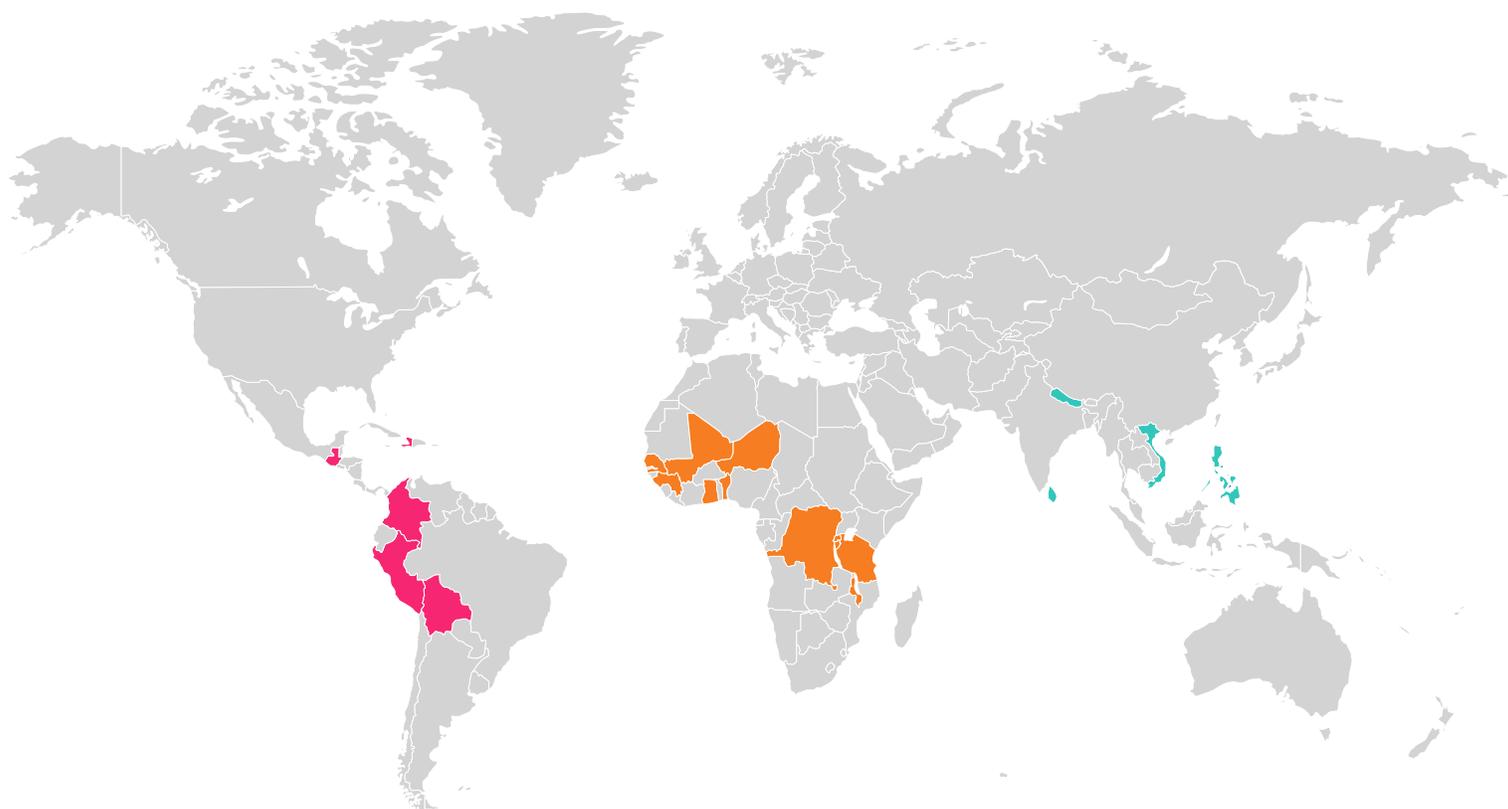
COOPÉRATION VOLONTAIRE

TANZANIE

49 VOLONTAIRES

- Programme Uniterra

COOPÉRATION VOLONTAIRE



Amériques

BOLIVIE 40 VOLONTAIRES

→ page 13

- Femmes et jeunes autochtones au cœur du développement intégral des communautés de Zongo et Hampaturi
- Québec sans frontières : « Artisanat : entre traditions et relève » **COOPÉRATION VOLONTAIRE**

→ page 16

- Programme Uniterra **COOPÉRATION VOLONTAIRE**
- Réponse humanitaire aux feux de forêt dans l'Amazonie **AIDE HUMANITAIRE**

→ page 17

COLOMBIE

- Renforcement de la résilience et de la protection des femmes et des filles migrantes et déplacées **AIDE HUMANITAIRE**

GUATEMALA 28 VOLONTAIRES

→ page 11

- Droits et justice pour les femmes et les filles autochtones au Guatemala (DEMUJERES)
- Programme Uniterra **COOPÉRATION VOLONTAIRE**
- Programme de développement pour les entreprises rurales (PDER)

→ page 9

HAÏTI 27 VOLONTAIRES

- Adaptation climatique et valorisation économique des filières agricoles en Haïti (AVETI)
- Appui à l'employabilité des jeunes femmes de Cité de l'Éternel dans les métiers non-traditionnels
- Assistance alimentaire pour les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire dans le département du Nord **AIDE HUMANITAIRE**
- Lutte contre les changements climatiques dans le Nord du pays (KLIMA)
- Partenariat pour le renforcement de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (ACOSME)

- Programme Uniterra **COOPÉRATION VOLONTAIRE**

- Programme de gestion de l'eau dans le bassin de l'Artibonite (PROGEBE)
- Programme d'innovation technologique pour l'agriculture et l'agroforesterie (PITAG)

- Renforcement des services publics agricoles : incitations agricoles et champs-écoles paysans dans le département du Centre (RESEPEG)
- Renforcement des services publics agricoles : irrigation Sud (RESEPEG)
- Voix et leadership des femmes (VLF-Haïti)

PÉROU 37 VOLONTAIRES

- Programme Uniterra **COOPÉRATION VOLONTAIRE**

→ page 18

→ page 14

Asie

NÉPAL 44 VOLONTAIRES

- Appui au programme d'envoi de volontaires australiens (AVP)
- Amélioration des moyens de subsistance pour les populations affectées par le séisme au Népal (Punarnirman)
- Programme Uniterra **COOPÉRATION VOLONTAIRE**
- Sajhedari : soutien au fédéralisme (STF)
- Usage durable de la technologie pour la responsabilisation du secteur public (Susasan)

PHILIPPINES 3 VOLONTAIRES

- Projet de relance économique et de mitigation des risques aux Philippines (TUKOD)

SRI LANKA 27 VOLONTAIRES

- Programme Uniterra **COOPÉRATION VOLONTAIRE**

VIETNAM 58 VOLONTAIRES

- Programme Uniterra **COOPÉRATION VOLONTAIRE**



Bâtir des économies inclusives, avec l'appui de volontaires

Photo
Frédéric Seguin / CECI

Les femmes et les jeunes sont des acteurs importants de l'économie. Pourtant, nombre d'entre elles et eux rencontrent des difficultés qui les empêchent d'atteindre leur plein potentiel économique. Services et opportunités d'emploi restreints, accès limité aux ressources, faible influence sur les décisions et discrimination constituent des barrières à leur pleine participation à la vie communautaire et économique de leur pays.

De 2015 à 2020, le programme *Uniterra* a permis d'améliorer les conditions de vie des populations les plus pauvres, en stimulant la croissance et en facilitant l'accès des personnes les plus exclues aux retombées des marchés en développement, dans 14 pays d'Afrique, d'Asie et des Amériques. En utilisant une approche qui s'insère au cœur des systèmes de marché existants, le programme a permis l'expansion des opportunités économiques pour les femmes et les jeunes, tout en favorisant la création d'un environnement dans lequel elles et ils sont inclus-es et ont une influence. Le programme s'est allié à des acteurs publics, privés ou à but non lucratif, ainsi qu'à des associations et des prestataires de services éducatifs dans différents secteurs économiques. En partageant leurs compétences, leur savoir-faire et leurs expériences, les volontaires du programme ont permis à ces partenaires d'atteindre leurs objectifs stratégiques et opérationnels, et ainsi de stimuler la croissance tout en s'attaquant aux barrières économiques et sociales qui excluent les personnes marginalisées d'économies en croissance.

LE PROGRAMME UNITERRA EN CHIFFRES (2015-2020)

2511

MANDATS DE VOLONTAIRES
(DONT 63 % DE FEMMES)

246

PARTENAIRES LOCAUX
DE MISE EN ŒUVRE

2,8M

DE PERSONNES
DIRECTEMENT REJOINTES
PAR LES ACTIVITÉS DU
PROGRAMME (DONT 61 %
DE FEMMES ET 54 % DE
JEUNES) DANS 14 PAYS

9,8M

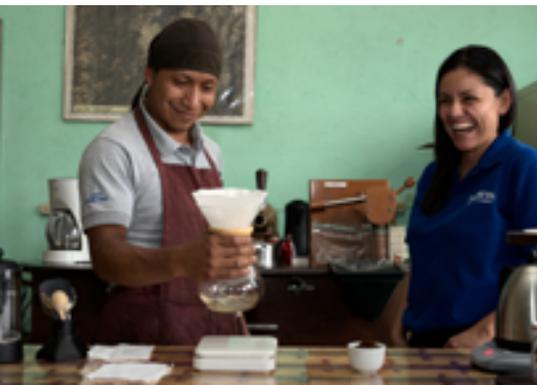
DE PERSONNES
SENSIBILISÉES AU CANADA
SUR L'IMPORTANCE
D'UN DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE INCLUSIF

LE PROGRAMME UNITERRA A ÉTÉ GÉRÉ PAR LE CECI ET L'ENTRAIDE
UNIVERSITAIRE MONDIALE DU CANADA (EUMC) ET A BÉNÉFICIÉ
DU SOUTIEN FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA, PAR
L'ENTREMISE D'AFFAIRES MONDIALES CANADA.

Guatemala

Promouvoir l'égalité dans le secteur du café

Photo
Benoit Aquin / CECI



Au Guatemala, le secteur du café permet à environ 125 000 familles de vivre de sa production et génère plus d'un demi-million d'emplois. Ce secteur est traditionnellement empreint d'inégalités et de discriminations envers les plus vulnérables. Les volontaires du programme *Uniterra* ont appuyé l'*Asociación nacional de café* (ANACAFÉ), une association privée parmi les plus puissantes du pays et regroupant 340 000 productrices et producteurs, dans l'élaboration et la distribution d'une politique visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes au sein du secteur. Cette année, cette politique de portée nationale a été lancée officiellement et un plan de mise en œuvre a été élaboré pour en garantir l'application. Il s'agit d'une réalisation importante, qui contribuera de manière positive à la façon dont les femmes et les jeunes sont traité-e-s, reconnu-e-s et valorisé-e-s par l'ensemble des acteurs du secteur.

« En tant que conseillère volontaire en renforcement du pouvoir économique des femmes et des jeunes, j'ai travaillé avec des groupes de femmes autochtones du lac Atitlán, qui constituent le groupe le plus vulnérable et le plus marginalisé du Guatemala. Le machisme est l'un des principaux obstacles qui empêche les femmes d'acquérir de nouvelles compétences. Je crois que pour les femmes, les résultats les plus significatifs ont été les améliorations qui ont été réalisées dans le fonctionnement de leurs entreprises, dans leur environnement familial, professionnel et communautaire, et ce, grâce à une meilleure connaissance de leurs droits. Selon moi, cela démontre qu'il y a encore beaucoup à faire, mais que la contribution des volontaires est très importante. »

ANA CARAVANTES,
VOLONTAIRE DU PROGRAMME UNITERRA AU GUATEMALA

Sénégal

L'entrepreneuriat des femmes et des jeunes dans la filière du riz

*« Notre collectif rassemble de jeunes entrepreneur-e-s, dans divers domaines, dont des commerçant-e-s de riz, des vendeuses-eurs de rue, des traiteurs et des couturier-e-s. Avec le programme *Uniterra*, les membres de notre collectif souhaitant se lancer dans l'entrepreneuriat ont reçu des formations qui leur ont permis de développer des plans d'affaires et des stratégies de financement. Pour celles et ceux qui avaient déjà des entreprises, le programme leur a également permis de renforcer leurs capacités de gestion financière. »*

MOUHAMADOU MOUSTAPHA GUEYE,
COLLECTIF DES GROUPEMENTS ASSOCIATIFS DE PIKINE
INTERNATIONAL (COGAPI)

Au Sénégal, le riz constitue l'aliment de base pour la population sénégalaise. Cette filière revêt donc une importance stratégique, tant pour l'emploi que pour la sécurité alimentaire du pays. Néanmoins, elle fait face à la concurrence du riz importé. Les efforts de sensibilisation du gouvernement du Sénégal ont permis un regain d'intérêt pour le riz local, mais un problème de coordination entre la production et la vente persiste. Afin de créer plus de débouchés pour le riz local et d'améliorer l'approvisionnement de proximité, les volontaires du programme *Uniterra* ont facilité la signature d'ententes entre deux mini-rizeries gérées par des femmes dans la région de Saint-Louis et des commerçant-e-s de la région de Dakar. Cette initiative a permis de générer de nouvelles opportunités économiques pour les femmes et les jeunes, notamment grâce à l'acquisition d'un espace commercial et la création de 70 emplois. Cet espace servira aussi de lieu d'apprentissage pour 50 jeunes de la banlieue dakaroise chaque année, afin qu'elles et ils puissent se familiariser avec l'entrepreneuriat, les techniques de vente et de marketing.



Photo
Andrej Ivanov / CECI

Défendre les droits des femmes et des filles, dans le respect des cultures locales

Les statistiques sur la pauvreté et l'exclusion des femmes et des filles révèlent encore de profondes inégalités. Face à cette problématique, la promotion des droits des femmes et des filles demeure une priorité du CECI, conformément à nos énoncés de mission et de valeurs, pour bâtir un monde d'égalité, de droits et de diversité. Le CECI ouvre des espaces de dialogue avec les communautés qu'il appuie, pour identifier des mécanismes culturels servant de levier pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Par exemple, c'est à partir de récits locaux qui résonnent auprès des communautés que nous remettons en question les normes de genre afin de créer des conditions plus inclusives pour toutes et tous. Ainsi, la richesse des cultures locales s'intègre à nos projets pour progresser vers la consolidation de pratiques plus inclusives et plus durables.

Photo
Kiran Ambwani / CECI

LE PROJET JUPREC EN CHIFFRES (2014-2020)

1,3M

DE MALIEN-NE-S ONT EU ACCÈS À DE L'INFORMATION JURIDIQUE VULGARISÉE

295 000

PERSONNES, DONT 55 % DE FEMMES, ONT PARTICIPÉ À DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION

22 175

PERSONNES ONT ÉTÉ FORMÉES ET ACCOMPAGNÉES

28

COMITÉS DE PAIX ONT ÉTÉ CONSTITUÉS

246

DOSSIERS DE VICTIMES DE VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE ONT ÉTÉ PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX

LE PROJET JUPREC A ÉTÉ RÉALISÉ EN CONSORTIUM AVEC AVOCATS SANS FRONTIÈRES CANADA ET L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET A BÉNÉFICÉ DU SOUTIEN FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA, PAR L'ENTREMISE D'AFFAIRES MONDIALES CANADA.

Mali

Justice, prévention et réconciliation : trois dimensions interreliées pour le respect des droits humains

Depuis la crise politique de 2012, le Mali se trouve dans une situation instable, causée par l'absence de justice, de bonne gouvernance et de participation citoyenne. Le projet *Justice, prévention et réconciliation*, qui s'est terminé en 2020, visait à rétablir le respect des droits des femmes et des mineur-e-s dans un contexte de restauration de la paix et de la stabilité au pays. Au cours de ses cinq années d'activité, le projet a permis l'accompagnement de 28 comités de paix, qui renforcent la participation des femmes dans le processus d'accès à la justice. Ces comités veillent à la prévention et à la résolution des conflits par des mécanismes inclusifs et adaptés aux besoins des communautés locales. Le projet a également permis de développer l'engagement des hommes comme alliés et co-bénéficiaires de l'égalité entre les femmes et les hommes. En ciblant un bassin d'hommes influents dans leur communauté, tels que des imams, des leaders traditionnels et des chefs villageois, nous avons mis de l'avant des modèles locaux pour inspirer d'autres hommes à changer leurs comportements. Afin de soutenir la lutte contre les violences basées sur le genre, nous avons appuyé un comité de travail regroupant plusieurs organisations nationales et internationales et accompagné des organisations de la société civile dans leurs actions de plaidoyer visant à faire adopter un projet de loi contre les violences basées sur le genre.



Photo
CECI

« Le projet nous a permis de lever les tabous en lien avec les violences sexuelles perpétrées contre les femmes. Il a permis aux victimes de sortir de l'ombre, d'aller vers la lumière. »

BINTOU FOUNÉ SAMAKÉ,
PRÉSIDENTE DE WILDAAF-MALI

Guatemala

Les masculinités positives : un levier pour les droits des femmes autochtones

Les femmes et les filles guatémaltèques sont particulièrement vulnérables aux violences basées sur le genre, notamment le féminicide et le viol, alors que la très grande majorité de ces crimes demeurent impunis. Les femmes autochtones sont doublement exclues du système judiciaire, une institution empreinte de discrimination et de racisme. Le projet *Droits et justice pour les femmes et les filles autochtones au Guatemala* vise à renforcer les capacités des organisations de femmes et des structures d'appui aux victimes de violences sexuelles, en plus de mener diverses actions de sensibilisation. Cette année, le projet a touché plus de 20 000 personnes grâce à ses activités, dont 57 % étaient des femmes et des filles autochtones. Une première rencontre méso-américaine sur les masculinités positives a eu lieu, comptant 107 participant-e-s autochtones et métis provenant de 10 pays. Cette rencontre a ouvert un espace d'échange interculturel sur la lutte contre les masculinités hégémoniques et la violence basée sur le genre, dans le but de mettre en branle une transformation culturelle qui agisse comme levier pour les droits des femmes. Ce projet est mis en œuvre en partenariat avec Avocats sans frontières Canada, grâce au financement d'Affaires mondiales Canada.



« Après cette première rencontre méso-américaine sur les masculinités, notre tâche est de rompre avec le machisme afin de construire de nouvelles relations entre hommes et femmes; nous devons revoir la façon dont nous faisons les choses dans la communauté, en nous demandant si les hommes permettent aux femmes de participer à l'organisation de la communauté. »

Photo
Meagan Hancock / CECI

PEDRO IXCHIÚ,
SECRETARIAT DES PEUPLES AUTOCHTONES

Haïti, Mali et Sénégal

Faire entendre sa voix

En Haïti, au Mali et au Sénégal, les organisations de femmes font face à des défis importants (financiers, juridiques, socioculturels) qui entravent leur travail en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Le CECI met en œuvre les projets *Voix et leadership des femmes* dans ces trois pays, où il appuie plus de 60 organisations de femmes et 17 réseaux de défense des droits, afin de leur permettre d'adopter des pratiques innovantes qui contribueront à la viabilité de leurs programmes, à l'amélioration de leurs services et de leurs activités de plaidoyer et de veille sociale. Ces actions, financées par Affaires mondiales Canada, contribuent à la consolidation des mouvements de défense des droits des femmes et des filles à travers le monde.



Photo
Andrej Ivanov / CECI

Accroître le pouvoir économique des femmes, en renforçant les capacités des acteurs du développement

Le CECI cherche à agir, de façon systémique, sur la complexité des rapports sociaux, économiques, politiques et environnementaux qui peuvent représenter des entraves à la participation des femmes aux instances décisionnelles et limiter leur pouvoir économique. Dans un contexte où les inégalités socioéconomiques sont persistantes, il est essentiel de développer des mesures spécifiques en faveur des plus faibles, dont les femmes et les filles, et d'agir sur les politiques, les pratiques et les attitudes qui renforcent les inégalités et les rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes. Le cadre d'intervention utilisé par le CECI pour renforcer le pouvoir économique des femmes agit spécifiquement à trois niveaux : il vise à accroître la capacité d'agir des femmes, la capacité de l'environnement familial et communautaire à être réactif à leurs besoins et intérêts, ainsi que la capacité du système de marchés à rendre l'environnement économique favorable aux femmes. Le renforcement du pouvoir économique des femmes se révèle ainsi être une stratégie efficace pour combattre la pauvreté, assurer la croissance économique globale et améliorer le bien-être général des populations.

Photo
David Champagne

Bénin

Produire plus de riz pour créer de la richesse

Le riz étuvé représente une opportunité économique pour de nombreuses femmes du département des Collines, au centre du Bénin. Elles sont des centaines à s'être spécialisées dans cette technique de transformation pour améliorer leurs revenus. Le projet d'Appui à l'entrepreneuriat féminin au sein de la filière riz vise à renforcer les capacités de 5 300 femmes productrices et étuveuses de riz de la région, pour qu'elles deviennent des cheffes d'entreprises rentables, économiquement viables et socialement justes. Pour alléger le travail des femmes et produire un riz de meilleure qualité, deux centres de transformation du riz et quatre systèmes d'irrigation sont en cours de construction. Les coopératives de femmes ont été formées sur la gestion du crédit et, grâce aux prêts qu'elles ont pu négocier avec leur institution financière, elles ont pu commercialiser plus de 57 tonnes de riz étuvés cette année (une augmentation de 39 % par rapport à l'année dernière), et ainsi accroître leurs chiffres d'affaires. Ce projet est financé par Affaires mondiales Canada et soutenu par le *Club des ambassadrices* du CECI. Il est bâti sur les succès et les leçons apprises du projet d'appui aux étuveuses de riz du Burkina Faso, qui s'est achevé en 2019.



Photo
David Champagne

« Avec les crédits auxquels nous avons accès maintenant, on arrive à se payer des grains de qualité et les femmes ont pu accroître leurs bénéfices. »

ODETTE AGOSSO,
PRÉSIDENTE RÉGIONALE DES FEMMES ÉTUEUSES DE RIZ À BANTÉ



Photo
Meagan Hancock / CECI

« Au début, le projet cherchait surtout à travailler avec des femmes et des jeunes, mais en réalité, les personnes qui ont le plus participé sont les femmes et les jeunes qui avaient du mal à s'intégrer à des groupes. Nous avons profité du projet pour créer différentes associations. Ainsi regroupées, les femmes ont pu renforcer leurs capacités en suivant des formations. Elles ont maintenant plus d'outils de travail et plus de revenus qu'avant. »

GABRIELA SOLÍZ RUBIN DE CELIS,
COORDONNATRICE DU PROJET

Bolivie

Mettre le tourisme à profit

En Bolivie, le tourisme a augmenté plus rapidement que la capacité locale à y faire face et à en tirer profit. L'intérêt des touristes pour l'aventure, l'artisanat et la gastronomie représente une opportunité intéressante pour les Boliviennes qui peinent à accéder à des emplois valorisants et durables. Pour remédier à la situation, le CECI a permis aux habitant-e-s des municipalités de Zongo et Hampaturi de renforcer leurs compétences en gastronomie traditionnelle, en hébergement et en accompagnement touristique. Deux entreprises de restauration et d'interprétation des produits artisanaux ont été créées. Elles mettent en valeur les ingrédients typiques des peuples autochtones, tels que la viande d'alpaga et de lama, ce qui attire l'attention des touristes. Dans la structure de ces entreprises, une attention particulière a été portée à l'inclusion des femmes dans des postes de direction et dans d'autres rôles traditionnellement réservés aux hommes. Ces réalisations ont été rendues possibles grâce au financement du Programme québécois de développement international et en collaboration avec le programme *Uniterra*, financé par Affaires mondiales Canada.

Burkina Faso, Ghana et Guinée

Défendre les intérêts socioéconomiques des communautés vivant en zone extractive

Les pays en développement possédant une abondance de ressources minières doivent relever un certain nombre de défis, parmi lesquels la faiblesse des structures de gouvernance permettant la redistribution des richesses aux communautés locales, la faible participation des femmes et des jeunes dans les mécanismes de prise de décisions touchant le secteur, et la protection de l'environnement. Le projet d'*Appui à la gouvernance et à la croissance économique durable* aide les communautés vivant en zone extractive au Burkina Faso, au Ghana et en Guinée à maximiser le retour économique et social de l'exploitation minière, notamment pour les jeunes et les femmes, dans le respect de leurs droits et de l'environnement. Cette année, en Guinée, 80 jeunes entrepreneur-e-s ont été formé-e-s, outillé-e-s et accompagné-e-s pour monter leurs entreprises, qui

couvrent des domaines très variés : l'agriculture, la transformation des produits locaux, l'assainissement, l'élevage, la restauration et le petit commerce. Le projet a aussi permis la négociation et l'obtention d'un accord avec les autorités pour accorder au moins 30 % des budgets communaux au financement des projets soumis par des femmes et des jeunes. Ce projet est mis en œuvre en consortium avec l'Entraide universitaire mondiale du Canada et avec le soutien financier d'Affaires mondiales Canada.

« Diplômée et sans emploi, un jour j'ai vu une affiche à la mairie de Kamsar faisant état d'une opportunité de formation en entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes. Sans hésiter, je me suis inscrite. Après sept jours de cours intensifs, j'ai appris comment créer mon entreprise. Aujourd'hui, je vis dignement et dégage une économie mensuelle de 2 500 000 GNF (340\$CAD). Je suis devenue une femme indépendante, responsable et j'ai confiance en moi. »

SARAN DIALLO,
PARTICIPANTE AU PROJET À KAMSAR, GUINÉE



Photo
SFIFTY Limited

Femmes, actrices incontournables de l'adaptation aux changements climatiques

Photo
Éric St-Pierre

À travers le monde, les femmes sont particulièrement affectées par les effets des changements climatiques. Au CECI, nous savons que le renforcement de leur capacités techniques et de leur leadership est essentiel pour soutenir la résilience des communautés face aux aléas du climat. Les femmes, qui jouent un rôle central dans la sécurité alimentaire de leurs foyers, sont particulièrement bien placées pour identifier et promouvoir des pratiques agricoles et agroforestières innovantes. Notre approche valorise les savoir-faire locaux, incite les femmes à prendre part aux processus décisionnels liés à la gestion des ressources naturelles, des risques et des catastrophes, et leur ouvre de nouvelles opportunités économiques durables.

Philippines

Mieux se préparer pour faire face aux catastrophes naturelles

En 2013, la région des Visayas a été totalement dévastée par le passage du typhon Haiyan, l'un des plus violents jamais enregistrés. Les projections climatiques sont claires : les typhons et les tempêtes tropicales vont devenir de plus en plus fréquentes et continuer de menacer les Philippines. Pour faire face aux risques associés à ces phénomènes météorologiques extrêmes, les populations et les autorités cherchent à mieux se préparer. Par le biais du projet TUKOD, le CECI a permis d'atténuer les répercussions de ce type de catastrophes sur la vie des populations et de soutenir la relance économique. Nous avons favorisé le développement d'une agriculture intelligente face aux changements climatiques (diversification des cultures et introduction d'espèces plus résistantes), la restauration de mangroves et la sensibilisation à la pêche durable, le développement d'aires marines protégées, et l'appui aux micro et petites entreprises soucieuses de l'environnement. Le projet a également permis de soutenir l'inclusion des femmes et de leurs besoins dans les centres d'évacuation, au sein des comités de réduction et de gestion des risques et parmi les équipes de sauvetage.



Photo
CECI / Concern Inc.

« Nous avons appris qu'il était préférable de cultiver différents types de légumes plutôt qu'une seule espèce. Ainsi, nous aurons quelque chose à récolter, peu importe les conditions météorologiques. Le projet TUKOD nous a aidé-e-s à former une fédération d'agriculteur-trices, qui a eu un grand impact sur les revenus des membres en éliminant les intermédiaires. La fédération contrôle maintenant les prix sur le marché et nous recevons notre juste part. »

CONCEPTION INDIC,
PRÉSIDENTE DE SANTA ELENA INTEGRATED FARMERS

LE PROJET TUKOD EN CHIFFRES (2015-2019)

3940

PERSONNES UTILISENT DE NOUVELLES TECHNIQUES DE PRODUCTION AGRICOLE PLUS RÉSILIENTES

7555

PERSONNES (DONT 54 % DE FEMMES) ONT PARTICIPÉ À DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DURABLES

162

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (DONT 36 % GÉRÉES PAR DES FEMMES ENTREPRENEURES) ONT ÉTÉ APPUYÉES

26

FEMMES ONT ÉTÉ FORMÉES COMME PRATICIENNES LOCALES EN PRÉPARATION AUX RISQUES ET DÉSASTRES NATURELS

LE PROJET TUKOD A ÉTÉ MIS EN ŒUVRE AVEC LE CENTER FOR EMERGENCY AID AND REHABILITATION INC. (CONCERN INC.) ET A BÉNÉFICÉ DE L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA, PAR L'ENTREMISE D'AFFAIRES MONDIALES CANADA.



Photo
Caroline Hayeur / CECI

Haïti

Renforcer les écosystèmes pour lutter contre les changements climatiques

Près de 98 % des forêts haïtiennes ont été déboisées en plus de 2 siècles d'exploitation incontrôlée des ressources, occasionnant une fragilisation importante des écosystèmes. Mené en collaboration avec Viridis Terra International, le projet KLIMA soutient le développement d'une économie verte et durable en Haïti. Grâce à l'implantation de forêts écoénergétiques et à la mise en place d'un système de valorisation des déchets organiques, nous aidons le pays à atteindre son objectif de réduction de 31 % de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Le projet place les jeunes et les femmes au cœur de ce processus de changement : 87 personnes, essentiellement des jeunes hommes et jeunes femmes, ont suivi des formations sur la production de compost, 87 sur la création de forêts écoénergétiques et 71 sur l'utilisation de fours de carbonisation énergétique. Jusqu'à présent, 200 hectares de forêts écoénergétiques ont été mis en place. Un centre de tri et de compostage de grande envergure est en construction et permettra d'accroître la capacité de production et de commercialisation du compost de 260 à 700 tonnes au cours de la prochaine année. Ce projet est financé par le gouvernement du Québec, dans le cadre du Programme de coopération climatique internationale.

« J'ai réalisé un stage qui m'a vraiment aidé à approfondir mes connaissances en matière de reboisement durable. En tant qu'agronome, je suis convaincue que l'agriculture représente un bon moyen de développement. À l'université, tous les apprentissages étaient théoriques, mais grâce au projet KLIMA, j'ai eu la chance d'expérimenter un apprentissage très pratique qui me sera fort utile pour la suite. »

WILFREDNA SAINT-MARTIN,
MEMBRE DES JEUNES ENTREPRENEURS AGRICOLES DU NORD

Burkina Faso

Des pratiques innovantes mises en œuvre par les femmes productrices de karité

Au Burkina Faso, les produits du karité font vivre 1,5 million de personnes, dont 90 % de femmes. Mais l'arbre à karité est exposé à de nombreuses menaces (vieillesse des parcs, attaques par des parasites, déforestation, changements climatiques) et le mode de production traditionnel du beurre de karité consomme d'importantes quantités de bois-énergie et génère des déchets rarement recyclés. Le projet *Résilience-Karité* a été conçu pour améliorer la résilience et la gestion durable des parcs de karité grâce au leadership des femmes et de leurs organisations. S'appuyant sur l'expertise scientifique de notre partenaire Ouranos et sur les connaissances locales, le projet facilite l'élaboration des scénarios climatiques produisant des informations utiles pour améliorer la gestion de ces parcs. Par le biais de formations, les productrices de karité renforcent leurs capacités à interpréter et à utiliser ces données afin d'adapter leurs activités, tout en apprenant à utiliser des méthodes de production plus respectueuses de l'environnement. Au total, plus de 3 000 productrices de karité et 400

ménages prennent part au projet. Ce projet est réalisé grâce à la participation financière du gouvernement du Québec, dans le cadre du Programme de coopération climatique internationale.

« Le projet a permis aux femmes d'acquérir de nouvelles technologies (four à pyrolyse, biochar, machine à briqueter et briquettes) pour transformer les résidus issus de la fabrication du beurre de karité. De plus, nous avons bénéficié de plusieurs formations sur la protection de l'environnement, la fabrication et l'utilisation du biochar comme combustible et fertilisant pour les sols et la culture du karité. »

THÉODULE SOMDA,
PARTICIPANT AU PROJET À HOUNDÉ



Photo
Éric St-Pierre

Jeter les bases d'une reconstruction réussie : quand une vision à long terme accompagne l'aide humanitaire

Photo
Adolfo Lino

Les pays où nous travaillons sont touchés par des conflits prolongés, des inégalités sociales persistantes, une instabilité politique et économique, et par les changements climatiques. Nos actions humanitaires répondent à des besoins immédiats tout en s'attaquant aux causes plus profondes des problèmes rencontrés afin de susciter un changement sur le long terme. Cette approche nexus humanitaire - développement prend trois formes : les populations sinistrées renforcent leur résilience, facilitant de ce fait la réussite d'initiatives à long terme; le développement de nos programmes comprend une analyse humanitaire permettant l'adaptation rapide aux situations de crises; et des projets de reconstruction font suite à l'aide d'urgence, augmentant ainsi la portée de nos interventions. De plus, nos initiatives intègrent systématiquement une réponse à la discrimination basée sur le genre et la violence envers les femmes par le biais d'actions de sensibilisation, d'éducation et d'autonomisation.

Haïti

Semer l'espoir : répondre à l'insécurité alimentaire

En Haïti, 4,1 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, soit environ 40 % de la population. Afin de répondre à cet enjeu, le CECI a été recruté par le Programme alimentaire mondiale (PAM) pour mettre en œuvre le *Projet d'assistance alimentaire aux ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire dans le Nord et le Nord-est*. Le projet a fourni une assistance alimentaire sous forme de transfert monétaire à plus de 8 000 ménages, dont 39 % sont dirigés par des femmes. Par ailleurs, plus d'un millier de femmes ont été sensibilisées aux bonnes pratiques nutritionnelles et à la défense de leurs droits. Ce projet a été réalisé grâce à l'appui financier du programme ECHO de l'Union européenne.



Photo
Caroline Hayeur / CECI

Bolivie

Protéger la forêt et soutenir les communautés autochtones

Lorsque de violents incendies ont ravagé le « poumon de la planète » au cours de l'été 2019, le CECI s'est rapidement mobilisé pour venir en aide aux communautés affectées par cette catastrophe environnementale et humanitaire. Dans cette zone reculée du pays, l'accès à la nourriture et à l'eau est précaire. Le projet *Urgence Amazonie* a soutenu 610 familles autochtones déplacées en leur fournissant notamment de l'eau potable, des préparations pour bébés, des trousseaux d'hygiène, des couvertures et des masques de protection. Nous avons aussi fourni de l'équipement aux pompiers et aux volontaires mobilisé-e-s pour combattre l'incendie et soutenu des actions visant à prévenir la propagation des brasiers dans le parc national Madidi, considéré comme la réserve nationale possédant la plus grande biodiversité au monde. Le projet a aussi permis l'acquisition de drones équipés d'un capteur thermique pour survoler le territoire à titre préventif afin de détecter rapidement les nouveaux foyers d'incendie dans ces zones éloignées. Cette réponse a été rendue possible grâce à la générosité de nos donatrices et donateurs, qui nous a permis de recueillir 53 000 \$ suite à un appel d'urgence lancé en août 2019.



Photo
Adolfo Lino



Au cours de l'année 2019-2020, nous avons également mené à terme deux projets de reconstruction au Népal et aux Philippines, qui faisaient suite à nos réponses d'urgence.

Au Népal, le projet *Punarnirman* a été mis en œuvre dans les trois districts les plus touchés par le séisme de 2015. Il a soutenu l'adoption de pratiques agricoles plus durables, la création d'entreprises par les femmes et le développement de compétences professionnelles.

Suite au passage du typhon Haiyan aux Philippines en 2013, le projet *TUKOD* a favorisé la relance de l'agriculture, la formation technique et professionnelle et la création d'entreprises. Il a aussi permis d'améliorer la préparation des populations face aux catastrophes naturelles, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes femmes vulnérables.



« Les semences maraîchères que nous avons reçues ont été d'une aide précieuse. Nous avons commencé à vendre nos produits et avec ces revenus, nous pouvons répondre aux besoins de notre famille et fournir des soins à nos enfants. Mon but, cette année, est d'épargner pour acheter un bœuf. Je remercie le CECI et OFDA pour leur soutien aux jardins communautaires et aux agricultrices qui sont le pilier de leur famille en région rurale. »

BAH TANGARA,
AGRICULTRICE DE SOMADOUGOU

Mali

Une crise complexe, une réponse à multiples facettes

Le Mali traverse une crise politique, humanitaire et sécuritaire depuis 2012, caractérisée par une montée du terrorisme, un accès difficile à l'eau et aux moyens de subsistance, un haut niveau d'insécurité et des déplacements de population. Le projet de *Soutien à la sécurité alimentaire et à l'accès à l'eau pour les femmes et les hommes affecté-e-s par le conflit*, lancé en 2013, a ciblé cette année 59 nouveaux villages dans les régions de Mopti et Tombouctou, rejoignant plus de 65 000 personnes. Il a permis le nettoyage de 41 kilomètres de canaux d'irrigation, la distribution de semences à 3 400 participant-e-s, le soutien de 15 jardins communautaires gérés par des femmes et la formation de 2 400 agricultrices-teurs en gestion de l'eau et des insectes nuisibles. De plus, les membres de 20 comités de gestion des puits ont renforcé leurs compétences et 2 500 personnes ont reçu des trousseaux de purification pour s'assurer de la potabilité de l'eau. Enfin, plusieurs actions visant à lutter contre les violences basées sur le genre ont été mises en œuvre auprès de 2 111 participant-e-s, dont 1 290 femmes. Un travail supplémentaire a été réalisé auprès de 240 hommes par le biais de l'*École des maris*. Ce projet est réalisé avec l'appui financier de USAID, au travers de son Bureau d'Assistance aux catastrophes à l'étranger (OFDA).

Photo
CECI

Utiliser les technologies au profit d'une participation citoyenne inclusive

Le droit à l'information fait partie des droits fondamentaux de chaque être humain. Au cours des dernières années, le droit à l'information a été reconnu par un nombre grandissant de pays. Selon l'UNESCO, en 1990, ils n'étaient que 13 à s'être dotés de lois nationales relatives à la liberté d'information, alors qu'on en compte aujourd'hui plus de 90. Pourtant, trop de personnes dans le monde n'y ont toujours pas accès. Au CECI, nous pensons que l'intégration des technologies de l'information et de la communication à nos projets ouvre de nouvelles possibilités d'engagement citoyen et a un impact significatif sur l'amélioration des conditions de vie et sur l'inclusion des communautés marginalisées. Intégrée à une approche holistique, l'utilisation appropriée de ces technologies est mise au service de la transparence démocratique, de l'amélioration des services de santé, de la promotion et la défense des droits humains ou encore de l'éducation.

Photo
Frédéric Séguin / CECI



Photo
CECI

Népal

Des outils technologiques au service de la démocratie participative

Notre travail au Népal vise à rapprocher la population de ses instances gouvernementales, un enjeu clé pour le pays qui finalise sa transition démocratique. En intégrant les nouvelles technologies au processus décisionnel des autorités locales, nous le rendons plus transparent et plus inclusif. Nous encourageons en particulier les femmes et les autres groupes marginalisés à prendre part au processus, pour mieux défendre leurs intérêts. Cette année, trois nouveaux centres technologiques communautaires ont été implantés et facilitent un accès ouvert aux informations de gouvernance locale, menant à 27 le nombre total de centres instaurés dans le cadre du projet. Leur popularité grandissante fait en sorte que trois municipalités voisines ont décidé de répliquer ces modèles, en les finançant par leurs propres moyens. Au mois de mars, le projet a aussi mis en place un portail en ligne pour permettre aux autorités locales de communiquer les informations les plus récentes en lien avec la COVID-19. Son succès a été tel que le

« Les citoyens, surtout les femmes et les personnes marginalisées, sont capables d'élever la voix, de réclamer l'accès au budget public et d'exercer leurs autres droits. Nous rendons le plan et le budget annuels du gouvernement local complètement transparents en utilisant la technologie et en démontrant notre réactivité. Avant les interventions technologiques du projet, il y avait un monopole et un manque de transparence, de responsabilité et de réactivité. »

DAMBARI OLI,
VICE-PRÉSIDENTE DE LA MUNICIPALITÉ RURALE NAWADURGA

concept a été reproduit dans 23 municipalités, dont 11 avec lesquelles nous ne travaillons pas directement. Depuis le début du projet, plus de 60 000 personnes ont participé aux initiatives mises en place, dont 74 % sont des femmes et des personnes marginalisées. Le projet *Susasan* est mis en œuvre en partenariat avec Young Innovations et Freedom Forum, grâce au soutien financier d'Affaires mondiales Canada.



Photo
Andrej Ivanov / CECI

« L'auto-diagnostic nous a permis de renforcer nos canaux de communication, notamment par l'innovation digitale qui est à notre portée. Il nous a également permis de comprendre la nécessité de se doter d'une stratégie de communication pour que nos efforts de plaidoyer soient efficaces. Nous avons maintenant une plus grande réactivité et visibilité sur les réseaux sociaux, en d'autres termes, plus d'influence. »

AIDA DIOP,
PRÉSIDENTE DE WIM-SÉNÉGAL

Sénégal

Implanter une présence numérique pour faire avancer les droits des femmes et des filles

Malgré les avancées connues au cours des dernières années, les mouvements de femmes au Sénégal sont aujourd'hui confrontés à des difficultés pour assurer leur relève, trouver du financement, mobiliser la population et garantir leur fonctionnement à long terme. Afin de permettre aux organisations et réseaux de femmes de faire entendre leurs voix et d'accroître leur influence sur les lois et politiques qui les concernent, le projet *Voix et leadership des femmes* renforce leurs capacités à réaliser des activités de plaidoyer et de veille sociale efficaces. Cette année, les auto-diagnostic menés dans le cadre du projet ont aidé les organisations partenaires à identifier leurs lacunes et à prendre des mesures adaptées. C'est ainsi que WIM-Sénégal, une organisation engagée dans la promotion et le renforcement des droits des femmes dans le secteur extractif, a pris conscience de la faiblesse de ses communications numériques. Suite à ce constat, l'organisation a développé sa présence sur plusieurs plateformes de réseaux sociaux et lancé un nouveau plan stratégique qui valorise les communications numériques, dans le but d'accroître son influence. Ce projet est réalisé avec l'appui financier d'Affaires mondiales Canada.

Burundi, République Démocratique du Congo et Rwanda

Identifier les obstacles à l'éducation des filles

Depuis le milieu des années 90, les conflits qui sévissent dans la région des Grands Lacs africains ont engendré la mort et le déplacement forcé de millions de personnes. Dans cette région, l'insécurité et la pauvreté sont omniprésentes et limitent l'accès à l'éducation, surtout pour les femmes et les filles. Bien que ces obstacles soient connus, il existe peu de données probantes qui permettent de les recenser et de les traiter de manière adéquate. Le projet *Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs africains*, démarré en 2020, vise à introduire un modèle d'analyse, d'accompagnement et de suivi innovant pour permettre l'autonomisation de près de 25 000 filles, adolescentes et femmes (y compris des réfugiées, déplacées, retournées et handicapées). Chaque année, des informations seront recueillies et enregistrées dans une base de données dynamique, afin d'identifier les obstacles à l'éducation et les besoins spécifiques des filles et

adolescentes. Ces données seront analysées et utilisées pour mieux surveiller et planifier les actions à mener. Un dispositif technologique sera également mis en place pour sensibiliser, prévenir et détecter les cas de violence basée sur le genre et les référer aux services adéquats, notamment médicaux, juridiques, psychologiques ou pédagogiques. Ce projet, réalisé en consortium avec la Fondation Paul Gérin-Lajoie et plusieurs organisations partenaires locales, bénéficie du soutien financier d'Affaires mondiales Canada.

Photo
Fondation Paul Gérin-Lajoie





Les actions du CECI au Canada

8^e DÉFI CARITATIF ET SPORTIF



Cette année, 125 coureuses et coureurs ont une nouvelle fois relevé le défi caritatif de la Banque Scotia, en parcourant plusieurs kilomètres et en amassant des fonds au profit du CECI, contribuant ainsi à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde! Plus de 77 000 \$ ont ainsi été amassés, en soutien à nos cinq valeureuses équipes. Une mention spéciale à l'équipe du Fonds Armande Bégin qui, à elle seule, a collecté près de 59 000 \$ lors de cet événement, ce qui a permis de soutenir près de 1 530 femmes maliennes regroupées au sein de 27 associations, et de former plus de 3 000 femmes sur des sujets tels que la santé et la nutrition, la gestion du crédit, la commercialisation, l'entrepreneuriat et l'alphabétisation.

AVRIL 2019

SEPTEMBRE 2019

OCTOBRE 2019

JANVIER 2020

LE CECI EXPOSÉ AU ZOOM PHOTO FESTIVAL SAGUENAY

Afin de documenter l'impact du programme *Uniterra*, un large projet de documentation audiovisuelle a été mené dans neuf pays du programme, menant à la production de 33 capsules vidéos et de 44 reportages photo. Ces outils, largement diffusés, ont permis de sensibiliser la population canadienne au rôle et à l'importance de la coopération internationale pour améliorer les conditions socioéconomiques des communautés les plus pauvres et les plus marginalisées. Du 16 octobre au 10 novembre, plusieurs de ces reportages ont fait l'objet d'une exposition au Zoom Photo Festival, à Chicoutimi, le plus grand festival de photojournalisme du Canada.



EN MARCHÉ POUR LA PLANÈTE!

Le 27 septembre, plus de 7 millions de personnes ont marché à travers le monde lors de la grève pour le climat. À Montréal, plus de 500 000 personnes sont sorties dans la rue pour marcher aux côtés de la jeune activiste suédoise Greta Thunberg et exiger que des mesures significatives et efficaces soient prises pour répondre à la crise climatique, tant sur les plans individuel et sociétal, avec le soutien des différents paliers gouvernementaux. Le personnel, les membres, les volontaires et les sympathisant-e-s du CECI ont pris part à cette mobilisation historique, au Canada et en Afrique.

FORUM INTERNATIONAL 2020 : UN ÉVÉNEMENT ENGAGEANT TOURNÉ VERS L'AVENIR



La 9^e édition du Forum international du CECI et de l'EUMC a été un événement fédérateur, attirant près de 700 participantes et participants à Montréal, pour échanger sur le thème : « 2030 & après : des solutions sans frontières. » À l'issue de l'événement, des centaines de personnes se sont engagées à prendre des actions concrètes pour l'atteinte des objectifs de développement durable, d'ici 2030.

« Pour 2030, je me suis engagée à apprendre à connaître les communautés autochtones du territoire où j'habite actuellement. Je me suis engagée à créer plus d'espaces de partage des connaissances, pour favoriser la transmission des savoirs et le vivre ensemble. Je veux continuer mon mode de vie « zéro déchet », mais aussi aider mes ami-e-s et ma famille à embarquer dans cette transition écologique. »

LAURA DOYLE PÉAN,
PARTICIPANTE AU FORUM INTERNATIONAL 2020



Une communauté dévouée et engagée

Félicitations aux récipiendaires des Prix de reconnaissance du CECI !

LALLA KONÉ a reçu le **Prix Femmes en action**. En tant qu'experte communautaire en prévention des violences basées sur le genre, elle a joué un rôle important de mentore et d'accompagnatrice dans son pays, le Mali, dans le cadre du projet *JUPREC*. Son expertise reconnue en matière de méthodologies, d'approches et de stratégies innovantes, a permis de sensibiliser et de mobiliser près de 5000 personnes pour la protection et la promotion des droits humains et pour l'égalité entre les femmes et les hommes.



FRÉDÉRIQUE ST-JULIEN DESROCHERS a reçu le **Prix Rosario Demers**. À titre de volontaire, elle a grandement contribué au renforcement des capacités techniques des coopératives de femmes du Burkina Faso dans la filière du karité. Engagée dans le *Club des Ambassadrices*, elle continue à soutenir activement l'entrepreneuriat féminin et l'autonomisation économique des femmes, au travers de ses nombreuses actions bénévoles.



**Le réseau
du CECI en
2019-2020**

92

membres
de la corporation

52

membres du Club
des ambassadrices

523

volontaires

805

membres
sympathisant-e-s

15 430

personnes
abonnées
à l'infolettre

83

mentions dans les médias canadiens, pour une portée totale de près de 11 millions de personnes

**REJOIGNEZ LA
COMMUNAUTÉ
DU CECI SUR
LES RÉSEAUX
SOCIAUX :**



11 947
abonné-e-s



12 509
abonné-e-s



1 150
abonné-e-s



4 508
abonné-e-s



2 140
abonné-e-s



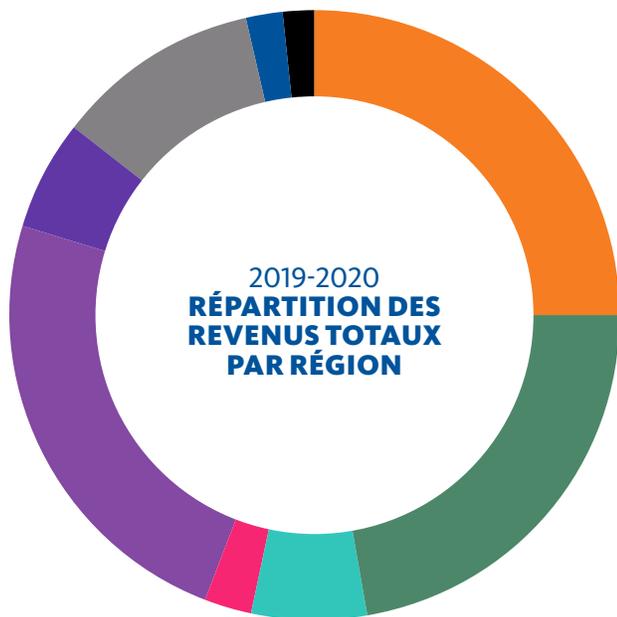
Informations financières

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

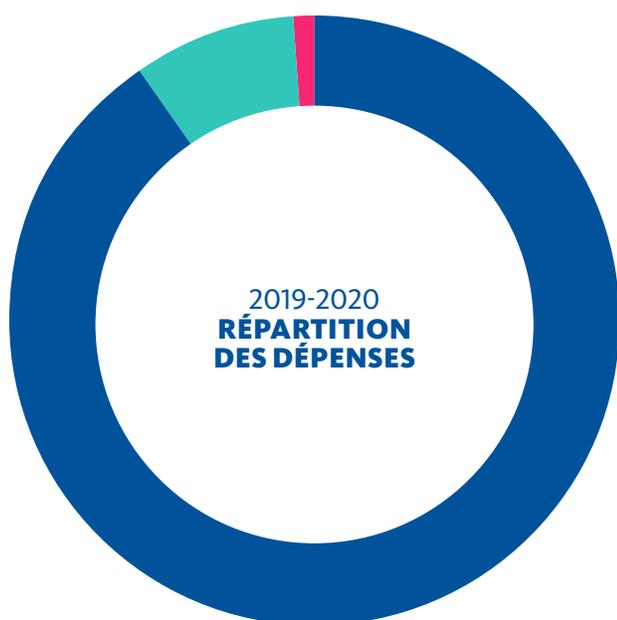
PRODUITS	2020	2019
Affaires mondiales Canada – partenariat	7 788 333	6 581 265
Affaires mondiales Canada – bilatéraux et autres	11 580 104	11 385 677
Autres bailleurs de fonds	13 601 650	15 025 122
Dons	774 592	1 182 356
	33 744 679	34 174 420
AUTRES		
Contributions sous forme de services rendus par des volontaires	4 188 052	3 559 872
Autres produits	492 826	610 449
	38 425 557	38 344 741
CHARGES		
Programmes	30 582 776	30 415 404
Contributions sous forme de services rendus par des volontaires	4 188 052	3 559 872
Développement des programmes	468 076	670 220
Administration	2 379 470	2 836 652
Collecte de fonds	377 837	414 437
Intérêts sur la dette à long terme	58 962	74 157
Amortissement des immobilisations corporelles	280 432	281 633
Amortissement des actifs incorporels	67 935	67 932
	38 403 540	38 320 307
EXCÉDENTS DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	22 017	24 434

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF	2020	2019
Courant	14 477 205	15 703 062
Immobilisations	6 253 802	6 096 586
Autres actifs	928 812	946 442
	21 659 819	22 746 090
PASSIF		
Court terme	12 725 292	15 150 086
Long terme	1 370 616	115 415
Actif net	7 563 911	7 480 589
	21 659 819	22 746 090



Afrique	25,2%	9 674 054 \$
Haïti	22,3%	8 557 128 \$
Asie	6,1%	2 326 210 \$
Amérique	2,5%	975 054 \$
Uniterra	23,7%	9 110 692 \$
Humanitaire	5,9%	2 279 778 \$
Services rendus par des volontaires	10,9%	4 188 052 \$
Collecte de fonds	2%	774 592 \$
Revenus de loyer et autres	1,4%	539 997 \$



Programmes	90,5%	34 770 828 \$
Administration	8,5%	3 254 875 \$
Collecte de fonds	1%	377 837 \$



Merci aux 2804 donatrices et donateurs et aux communautés religieuses qui nous ont appuyés cette année. Leurs généreuses contributions nous permettent de poursuivre notre mission de lutte contre la pauvreté et l'exclusion!

Le CECI tient aussi à exprimer sa reconnaissance à ses partenaires financiers canadiens et internationaux :

- Affaires mondiales Canada (AMC)
- Affaires étrangères et commerce Australie (DFAT)
- Banque interaméricaine de développement (BID)
- Banque Mondiale (BM)
- Compagnie des bauxites de Guinée (CBG)
- Fondation internationale Roncalli (FIR)
- Millenium Challenge Corporation
- Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (Haïti)
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec - Programme de coopération climatique internationale (PCCI)
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF) - Programme Québec sans frontières (QSF) et Programme québécois de développement international (PQDI)
- Ministère des Travaux publics et du Transport (Haïti)
- Programme alimentaire mondial (PAM)
- USAID (Agence de développement international des États-Unis) - Bureau d'assistance aux catastrophes à l'étranger (OFDA)

Afrique

BÉNIN

LIONEL CONSTANT DOLIVEIRA
Représentant CECI-Bénin
lioneld@ceci.ca
(+229) 96.461.714
📞 cecibenin

BURKINA FASO

NATHALIE NIKIÈMA
Directrice CECI-Burkina Faso
nathalie.nikiema@ceci.ca
(+226) 25.35.59.85
📞 ceciburkina

GUINÉE

RACHEL GOMEZ CAMARA
Directrice CECI-Guinée
rachelgomez@ceci.ca
(+224) 666.86.40.96 / 622.85.65.65
📞 CECI-Guinée

MALI

MAIMOUNA DIONCOUNDA DEMBÉLÉ
Directrice CECI-Mali
maimounad@ceci.ca
(+223) 20.29.48.44
📞 ceciamali

SÉNÉGAL

MOUHAMADOU LEYE
Directeur CECI-Sénégal
mouhamadou@ceci.ca
(+221) 33.825.64.14
📞 cecisenegal

Amériques

BOLIVIE

MARCELA VALLEJOS
Directrice CECI-Bolivie
marcelav@ceci.ca
(+591) 2.2917162 / 2.2775458
📞 BoliviaCECI

GUATEMALA

SILVIA COTTON
Directrice CECI-Guatemala
silviac@ceci.ca
(+502) 2362.4029 / 2362.4032
📞 ceciguatemala

HAÏTI

GUYPSY MICHEL
Directeur CECI-Haïti
guypsym@ceci.ca
(+509) 3481.9715
📞 CECI-Haiti

Asie

NÉPAL

SITARAM BHATTA
Directeur CECI-Népal
SitaramB@ceci.ca
(+977) 14.41.44.30
📞 CEClinNepal



3000, RUE OMER-LAVALLÉE
MONTRÉAL (QUÉBEC) H1Y 3R8
CANADA
(+1) 514.875.9911
TÉLEC. : (+1) 514.875.6469
info@ceci.ca



ceci.ca

PHOTO DE COUVERTURE : FRÉDÉRIC SÉGUIN / CECI
IMPRIMÉ AU CANADA
TIRAGE : 300 EXEMPLAIRES FRANÇAIS ET 100 EXEMPLAIRES ANGLAIS
© CECI (TOUS DROITS RÉSERVÉS)

NOS PROGRAMMES DE COOPÉRATION VOLONTAIRE SONT FINANCÉS PAR :



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada